

Les enseignants argentins poursuivent leurs actions contre les ajustements du gouvernement



par María Josefina Arce

Le 5 mars, les enseignants argentins organiseront une nouvelle grève nationale, dans le cadre d'une nouvelle action de protestation contre les ajustements du gouvernement du président Javier Milei qui affectent ce secteur sensible et mettent en péril l'éducation publique.

Dès lundi, les membres des organisations d'enseignants argentins ont paralysé leur travail dans tout le pays et exprimé leur rejet de la proposition salariale des autorités.

Les professionnels réclament de meilleurs salaires, compte tenu de l'augmentation du coût de la vie, mais aussi davantage de ressources pour le secteur, qui subira une réduction de 40 % de son budget en

2024.

Selon diverses études, l'année dernière, les infrastructures et les équipements scolaires ont diminué de 64 % et la formation des enseignants et la formation technologique de 57 %.

La réduction du budget a entraîné une diminution du nombre et du montant des bourses destinées à faciliter les possibilités d'études pour les jeunes issus de familles plus pauvres.

L'année dernière, le président a opposé son veto à une loi, approuvée par le Congrès, qui proposait une augmentation du financement des universités publiques et une augmentation des salaires du personnel enseignant et non enseignant.

Sa décision a suscité de vives protestations dans la nation sud-américaine de la part des enseignants et des étudiants, qui ont même occupé des dizaines de facultés de l'université de Buenos Aires et d'autres centres d'enseignement supérieur du pays.

En réalité, depuis que Milei a pris ses fonctions en décembre 2023 et mis en œuvre son programme d'austérité controversé, l'Argentine a été le théâtre de nombreuses protestations, en particulier dans le secteur de l'éducation, qui a vu son pouvoir d'achat réduit.

Cette situation a conduit de nombreux professionnels à chercher du travail dans des universités privées ou à émigrer.

Par exemple, selon les autorités de la Faculté de Pharmacie et de Biochimie, cette institution a perdu 20 % de son personnel enseignant l'année dernière.

Milei s'est attaqué à l'éducation publique. Ses actions menacent le droit à la connaissance, le droit à l'amélioration des conditions de vie de nombreux Argentins et l'avenir du pays.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/377592-les-enseignants-argentins-poursuivent-leurs-actions-contre-les-ajustements-du-gouvernement>



Radio Habana Cuba